

ENTRETIEN

economie.union@sonapresse.com

"Pour des relations de part

DANS un entretien accordé à l'agence d'information publique Tass, le président russe, Vladimir Poutine, explique les enjeux et trace les perspectives du tout premier "Sommet Russie-Afrique" qu'a accueilli son pays les 24 et 25 octobre 2019 (l'interview a été réalisée avant cette rencontre N.D.L.R.).

Propos recueillis par
l'Agence Tass
Moscou/Russie

- Le sommet de Sotchi est appelé à ouvrir un nouveau chapitre dans les relations entre la Fédération de Russie et les pays d'Afrique. Les participants amèneront à Sotchi leurs idées concernant le développement de la coopération. Et la Russie, qu'est-ce qu'elle est prête à proposer aux États du continent ? Quel est l'atout principal de la Russie que vous présenterez aux chefs des délégations lors du sommet ? Quel est le volume des investissements russes dans l'économie des pays africains que vous espérez atteindre, disons, dans les cinq ans à venir ?

Vladimir Poutine : la Russie et les pays africains sont liés par des relations traditionnellement amicales, éprouvées par le temps. Notre pays a joué un rôle significatif dans la libération du continent en aidant la lutte des peuples d'Afrique contre le colonialisme, le racisme et l'apartheid. Plus tard, nous avons aidé les Africains à protéger leur indépendance et leur souveraineté, à établir les États, à mettre en place les fondements des économies nationales, à créer des forces armées aptes au combat. Les spécialistes soviétiques et puis russes ont construit d'importants sites de l'infrastructure, des centrales hydroélectriques, des routes, des entreprises industrielles.

Des milliers d'Africains ont reçu une formation professionnelle de qualité dans nos grandes écoles. De nombreux leaders actuels des pays africains s'en souviennent bien et apprécient notre soutien. Nous n'oublions pas ces pages de l'histoire non plus. Aujourd'hui, le développement et le renforcement des relations mutuellement avantageuses avec les pays africains et leurs groupements d'intégration font partie des priorités de la politique extérieure russe.

Très bientôt, nous serons témoins d'un événement historique, sans précédents : le 24 octobre Sotchi accueillera le sommet Russie-Afrique. C'est le premier sommet à part entière qui rassemblera les leaders des

Nous respectons le principe proposé par les Africains eux-mêmes: «solutions africaines aux problèmes africains».

pays africains et les dirigeants des groupements régionaux majeurs. L'idée d'organiser un tel événement a surgi il y a longtemps, mais il a fallu du temps et de grands travaux préparatoires pour que le Sommet devienne le point de départ pour des relations de partenariat équitables, basées sur l'égalité en droit et l'intérêt pratique mutuel. Nous attendons que nos collègues africains, représentants du milieu d'affaires, amènent à Sotchi un portefeuille important de propositions visant à élargir les relations bilatérales. Et que les dirigeants des organisations régionales africaines nous fassent part de leurs considérations pour comment développer ensemble la coopération multilatérale. Nous allons examiner ces idées avec intérêt et réfléchir sur ce qui peut être réalisé dès maintenant et ce qui demandera une étude supplémentaire.

La Russie a aussi des projets concernant la croissance future des relations avec le continent africain. Nous visons à discuter ces idées avec nos partenaires, les systématiser et fixer de manière la plus concrète possible dans la déclaration finale. En plus, il est important de définir les mécanismes pour réaliser les accords qui seront atteints lors du sommet à Sotchi. Je suis persuadé que le sommet sera une réussite car nous avons toutes les conditions préalables nécessaires. Aujourd'hui, les relations russo-africaines sont en plein essor. Un dialogue politique intense est en cours, y compris sur les questions de sécurité globale et régionale. Les liaisons interparlementaires s'élargissent. Le commerce mutuel augmente et se diversifie progressivement.

Ensemble avec la communauté mondiale, la Russie prête une assistance



Le président Vladimir Poutine : «La Russie et les pays africains sont liés par des relations traditionnellement amicales, éprouvées par le temps.»

intégrée à l'Afrique, y compris pour réduire le fardeau de la dette des États de la région. Nous réalisons avec de nombreux pays les programmes "dette en échange du développement". Nous aidons à lutter contre la propagation de maladies transmissibles (y compris la fièvre hémorragique Ebola), à surmonter les séquelles des catastrophes naturelles, à régler les conflits existants et à prévenir de nouvelles crises. Nous assurons la formation des cadres nationaux africains dans les universités russes à titre gratuit et commercial. Nous établissons l'interaction dans le cadre des institutions de défense et des forces de l'ordre.

Mais l'ordre du jour de notre coopération est loin de s'y limiter. Nos partenaires africains voient et apprécient que la politique extérieure de la Russie, y compris en ce qui concerne le continent, est constructive. Que notre pays qui est membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies se prononce pour la démocratisation de la vie internationale, soutient l'aspiration bien fondée des États africains de mener une politique indépendante et autonome et de définir leur avenir eux-mêmes, sans recommandations imposées. Avec ceci nous ne soumettons pas notre soutien et les projets de développement proposés à des conditions politiques ou autres, aux préférences économiques et commerciales soi-disant "exclusives" qui sont en réalité léonines, nous n'imposons pas notre position.

Au lieu de cela nous respectons le principe proposé par les Africains eux-mêmes: "solutions africaines aux problèmes africains".

En ce qui concerne le volume éventuel des investissements en Afrique dans les cinq ans à venir, ils sont bien considérables. Aujourd'hui nous sommes en train de préparer et de mettre en œuvre des projets d'investissement avec la participation russe mesurée en milliards de dollars. Les ressources dont dispose la Russie et les entreprises russes sont importantes. À notre tour, nous attendons que nos partenaires créent des conditions stables et prévisibles et les mécanismes de protection des investissements qui sont indispensables pour le business, qu'ils assurent un climat d'investissement favorable.

Le monde moderne se distingue par une concurrence particulièrement élevée. La Russie est-elle prête à une compétition rude en Afrique, par exemple, avec la Chine ou les États-Unis ? Voyez-vous des risques de protectionnisme, de conflits commerciaux ou de concurrence malhonnête envers la Russie ? Quelles sont les méthodes de lutte ? Cette compétition ne nuira-t-elle pas aux partenaires africains ?

Oui, effectivement, ce ne sont pas seulement les pays de l'Europe occidentale, les États-Unis et la République populaire de Chine qui sont intéressés par le développement des relations avec les pays d'Afrique, mais

aussi l'Inde, la Turquie, les États du Golfe, le Japon, la République de Corée, l'Israël, le Brésil. Et ce n'est pas par hasard: l'Afrique devient de plus en plus un continent d'opportunités. Elle dispose d'énormes ressources et d'une potentielle attractivité économique. Ses besoins d'infrastructure augmentent, la population s'accroît rapidement et les demandes de cette dernière augmentent aussi.

Donc, le marché intérieur et la consommation s'élargissent. Et là où il y a des perspectives considérables pour les investissements, pour le profit, il y a aussi la concurrence qui, malheureusement, dépasse parfois les bornes de la décence. Nous voyons de nombreux États occidentaux recourir à la pression, à l'intimidation et au chantage des gouvernements des pays souverains africains.

Par de telles méthodes, ils essaient de restituer l'influence et les positions dominantes perdues dans les anciennes colonies et – déjà sous un "nouvel emballage" – de pomper des surprofits, d'exploiter le continent sans tenir compte ni des gens qui habitent ici, ni des risques environnementaux ou autres. Et, peut-être, afin que personne ne s'oppose à cette politique, ils entravent l'établissement des relations plus étroites entre la Russie et l'Afrique.

Bien sûr, nous tenons compte de ces réalités et nous en tirons des conclusions appropriées. Et nous sommes prêts, non à une "répartition" des richesses du continent, mais à une

economie.union@sonapresse.com

tenariat équitables"

concurrence pour la coopération avec l'Afrique. L'essentiel est qu'elle soit civilisée et se développe dans un cadre légal. Nous avons bien quelque chose à offrir à nos amis africains. C'est de cela, entre autres, qu'il s'agira lors du futur Sommet. Et, bien sûr, nous visons avec nos partenaires africains à défendre les intérêts économiques communs, à les protéger des sanctions unilatérales, y compris par la diminution de la part du dollar et le passage aux autres monnaies dans les règlements mutuels.

Je suis persuadé que les Africains ne sont pas intéressés par l'escalade de la confrontation des grands pouvoirs sur le continent. Au contraire, ils préféreraient que la rivalité se remplace par la coopération dans la lutte contre les défis tellement aigus pour l'Afrique comme le terrorisme, la criminalité, le trafic des stupéfiants, la migration incontrôlée, la pauvreté, les maladies transmissibles dangereuses. Je le répète, c'est à ce travail que la Russie est prête. Notre agenda africain a un caractère positif, orienté vers l'avenir. Nous ne nous faisons pas des amis contre qui que ce soit et rejetons résolument les "jeux" géopolitiques quelconques autour de l'Afrique.

Le modèle soviétique de la coopération avec les pays d'Afrique prévoyait souvent l'octroi de crédits. Cette politique s'est-elle justifiée ? Est-ce que la Russie prévoit de continuer la pratique d'octroi de crédits aux pays africains ? Quels sont les autres mécanismes de soutien aux pays africains que vous êtes prêt à discuter ?

Sans aucun doute, le modèle soviétique, avec ses avantages et ses inconvénients, s'est avéré suffisamment efficace à l'étape de l'établissement des États africains. Aujourd'hui nous continuons à prêter une aide financière aux États d'Afrique. Cependant, si avant ces décisions étaient prises surtout pour des raisons politiques, aujourd'hui c'est fait dans le cadre d'assistance humanitaire.

Quant à l'octroi des crédits, aujourd'hui ils portent un caractère de marché. Par exemple, la décision est prise sur l'octroi à l'Égypte d'un crédit de 25 milliards de dollars pour la construction de quatre exemplaires de la centrale nucléaire à El-Dabaa. Il s'agit justement d'un crédit de marché.

Je veux également noter qu'à l'époque post-soviétique, à la fin du XXe

siècle, la Russie a annulé les dettes soviétiques des pays africains d'un montant de 20 milliards de dollars. C'était non seulement un acte de générosité, mais un geste pragmatique car beaucoup d'États africains étaient incapables de régler les intérêts pour ces crédits.

C'est pourquoi nous avons estimé qu'il était optimal pour tous de prendre un nouveau départ pour la coopération. Aujourd'hui, d'autres schémas s'appliquent à une partie de la dette restante. Par exemple, des accords intergouvernementaux sont réalisés selon le programme "dette en échange du développement" avec le Madagascar, le Mozambique et la Tanzanie. Par analogie avec ces pays, nous prévoyons régler le reste de la dette de l'Éthiopie (163,6 millions de dollars) auprès de la Russie – le projet d'un accord en question est en train d'être coordonné. Je voudrais aussi rappeler que la Russie apporte des contributions aux programmes internationaux de l'assistance à l'Afrique dans le cadre du Programme des Nations unies pour le développement, de l'Organisation mondiale de la santé, du Programme alimentaire mondial (PAM), de l'Organisation internationale de protection civile. Parfois, l'aide est prêtée en nature. Ainsi, depuis 2011, nous avons fourni aux représentations du PAM en Afrique 258 camions KAMAZ. Une autre partie de 75 camions vient d'être expédiée. Avec ceci, le recours aux nouveaux mécanismes financiers ne signifie aucunement le renoncement aux crédits, au contraire, il élargit et enrichit la palette des instruments pour l'aide au développement. Il favorise l'établissement de la coopération mutuellement avantageuse entre la Russie et les pays d'Afrique. Tous ces problèmes seront examinés au forum économique du 23-24 octobre. Nous sommes prêts à écouter les propositions de nos partenaires africains et à faire part de nos propres considérations.

La coopération militaire et technique a été précédemment une des sphères de coopération de Moscou avec les pays d'Afrique. Y a-t-il des projets visant à élargir l'interaction dans ce domaine ? Préparez-vous des projets ou contrats concrets pour les discuter avec les participants au sommet ?

Oui, effectivement, les traditions de notre coopération militaire et

technique ont des racines profondes. Elle s'est formée aux toutes premières étapes de l'établissement des États africains et a joué son rôle dans la lutte des peuples du continent pour l'indépendance. Et nos partenaires africains l'apprécient hautement. Aujourd'hui, des accords sur la coopération militaire et technique sont en vigueur avec plus de 30 pays africains auxquels nous expédions une large nomenclature d'armes et de matériel. Bien sûr, elle est expédiée en partie à titre gratuit. Mais c'est une pratique habituelle suivie par tous les pays majeurs du monde.

Il est encourageant de voir que le partenariat militaire et technique continue à évoluer énergiquement. Et souvent ses initiateurs sont les pays africains eux-mêmes qui sont conscients qu'il faut savoir protéger son indépendance et sa souveraineté. Y compris face aux groupes extrémistes et terroristes. De là, une motivation de plus pour l'interaction avec la Russie qui possède une expérience riche de la lutte contre le terrorisme, y compris en Syrie. Nos partenaires africains participent activement aux forums et manœuvres militaires et techniques, organisés par la Russie où ils prennent connaissance des modèles prometteurs des armes et du matériel militaires russes, de l'expérience de leur emploi. De notre part, nous allons contribuer à la préparation des cadres militaires des États africains et participer à la formation des soldats de la paix africains.

La coopération sociale et humanitaire est nommée parmi les sujets du sommet. Pourquoi la Russie vient-elle en aide à l'Afrique si les questions sociales sont loin d'être résolues à l'intérieur de la Fédération de Russie elle-même ?

L'aide humanitaire à l'Afrique est prêtée par de nombreux États du monde. Et dans chacun d'entre eux – que ce soient les États-Unis, la France, la Chine ou d'autres pays – les problèmes du secteur social, c'est-à-dire de la santé, de l'éducation, de la culture, sont loin d'être résolus. La Russie octroie aussi de l'aide humanitaire aux États africains, mais sans réduire le financement de ses propres programmes.

En plus, les bonnes qualités de l'humanisme, de la charité, du soutien au moment difficile sont inhérentes à notre peuple. Je vais vous citer un

exemple récent. La Russie, comme beaucoup d'autres États, a prêté son aide aux pays africains frappés du cyclone tropical Idai en avril 2019. Des convois humanitaires russes ont été expédiés au Zimbabwe, Malawi et Mozambique – des tentes multiples, des couvertures et des produits alimentaires d'un poids de 30 tonnes pour chaque pays.

Nous continuons à participer activement à l'assistance intégrée à l'Afrique. Ainsi, depuis octobre 2017, la partie russe participe à la mise en œuvre au Mozambique du projet du Programme alimentaire mondial des Nations unies pour la création d'un système d'alimentation scolaire, d'un montant de 40 millions de dollars. Et à Madagascar, un projet est mis en œuvre pour l'introduction des technologies modernes et des équipements de désinfection, d'un montant allant jusqu'à 15 millions de dollars. Nous aidons aussi nos amis africains dans le développement de la santé publique. Car les maladies transmissibles dangereuses ne connaissent pas de frontières. Ainsi, la Russie a été parmi les premiers à réagir à l'épidémie de la fièvre hémorragique Ebola en assignant 60 millions de dollars à la lutte contre la maladie. Aujourd'hui, le "Centre de recherche microbiologique et de traitement des maladies épidémiologiques" fonctionne en Guinée.

La Russie a fait une contribution de 20 millions de dollars au programme de la Banque mondiale pour la réalisation de l'Initiative mondiale de la lutte contre le paludisme. Et ces exemples sont nombreux. Je veux souligner : la participation de la Russie à la lutte contre la pauvreté, les maladies dangereuses, d'autres menaces de caractère global. La prévention des risques potentiels, comme on dit, "à distance" correspond entièrement à nos intérêts nationaux.

Les questions de sécurité sont très aiguës dans de nombreux pays d'Afrique. Cela empêche le travail des entreprises russes là-bas. Allez-vous aborder la question de la sécurité lors du sommet et proposer des mesures pour son renforcement ? Par quoi la Russie est-elle prête à aider à surmonter les conflits sur le continent ?

L'interaction dans le domaine de la sécurité régionale reste une composante importante dans les relations de la Russie avec les pays du continent

africain. Ce n'est pas par hasard que le slogan de notre sommet soit "Pour la paix, la sécurité et le développement". Sans résoudre ces problèmes aucune avancée progressive n'est possible.

La situation dans de nombreuses régions de l'Afrique reste instable : des conflits nationaux et ethniques ne sont pas réglés, des crises aiguës sociales et économiques ne s'arrêtent pas. Une activité intense est menée au nord de l'Afrique, dans la région de Sahara-Sahel, du Tchad et de la Corne de l'Afrique par de nombreuses organisations terroristes, y compris Daech, Al-Qaïda, "Boko Haram", "Al-Shabab". Les forces armées et de l'ordre de nombreux pays africains ne sont pas capables de s'opposer seules aux combattants et ont besoin d'une aide importante. Nous allons tenir le cap de l'élargissement des contacts entre les services spéciaux et les forces de l'ordre de la Russie et des pays d'Afrique dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, la criminalité organisée, la propagation de drogues, le blanchiment d'argent, la migration illégale, la piraterie.

La pratique de formation des cadres militaires nationaux et des agents des forces de l'ordre africaines dans les grandes écoles du ministère de la Défense de la Russie et du ministère de l'Intérieur de la Russie, y compris à des conditions préférentielles ou gratuitement, est bien recherchée. Par exemple, au cours des cinq dernières années seulement plus de 2 500 militaires des pays d'Afrique ont suivi des cours dans les établissements de formation militaire du ministère de la Défense de Russie.

Nos partenaires africains participent activement aux événements organisés par la Russie comme le Forum militaire et technique international et les rencontres des hauts représentants en charge des questions de sécurité. Onze pays africains ont participé aux Jeux internationaux de l'armée "ArMI-2019". Et le nombre de ceux qui voudraient s'y joindre augmente toujours. Finalement, tous ces programmes poursuivent le même objectif : aider les Africains à résoudre eux-mêmes les problèmes existants de la sécurité, ce qui permettra de renforcer les États africains eux-mêmes, leur souveraineté et leur indépendance. Ce qui veut dire que la situation dans le monde entier deviendra plus stable et prévisible.